Quand ça commence mal... Le Congrès général des organisations socialistes françaises (Paris, salle Japy, 3-8 décembre 1899)

*When Things Get Off to a Bad Start... The General Conference of French Socialist
Organisations (Paris, Salle Japy, 3-8 December 1899)*

Patrick Charlot

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/crdf/299>
DOI : 10.4000/crdf.299
ISSN : 2264-1246

Éditeur

Presses universitaires de Caen

Édition imprimée

Date de publication : 16 novembre 2018
Pagination : 11-19
ISBN : 978-2-84133-901-3
ISSN : 1634-8842

Référence électronique

Patrick Charlot, « Quand ça commence mal... Le Congrès général des organisations socialistes
françaises (Paris, salle Japy, 3-8 décembre 1899) », *Cahiers de la recherche sur les droits fondamentaux*
[En ligne], 16 | 2018, mis en ligne le 16 novembre 2019, consulté le 14 novembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/crdf/299> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/crdf.299>

Quand ça commence mal...

Le Congrès général des organisations socialistes françaises (Paris, salle Japy, 3-8 décembre 1899)

Patrick CHARLOT

Professeur de droit public à l'université Bourgogne Franche-Comté

Directeur du Centre de recherche et d'étude en droit et science politique (CREDESPO, EA 4179)

I. L'unité socialiste et l'art de l'impossible synthèse (ou comment concilier l'inconciliable)

II. L'unité socialiste et la synthèse liberticide

En ces semaines où le Parti socialiste essaie de renaître de ses cendres à la suite du désastre des élections présidentielles de 2017, il n'est pas inutile de se replonger dans son histoire... et dans sa difficile naissance (fortement annonciatrice de perturbations). Il est commun de dater la véritable création de ce qui est l'ancêtre du Parti socialiste, la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO), d'avril 1905, lors du congrès du Globe, à Paris. Néanmoins, certains spécialistes reconnus emploient des formules qui laissent planer le doute. Ainsi de Madeleine Rebérioux qui évoque le congrès de Japy, en 1900, qui fera l'objet de notre étude; elle emploie l'expression: « le parti socialiste qui en sort »¹, laissant donc à croire que la naissance du Parti socialiste serait antérieure à 1905. Autre exemple, toujours en rapport avec le congrès évoqué: « un parti se crée »². L'un des observateurs de ce congrès, le célèbre Fernand Pelloutier,

secrétaire des bourses du travail, publie même dans le mois qui suit ses impressions qu'il intitule *Le Congrès général du parti socialiste français, 3-8 décembre 1899*³. Il s'est donc bien passé quelque chose, en décembre 1899, dans ce gymnase parisien⁴, crucial pour ce « parti socialiste » français.

Il est nécessaire, afin de comprendre les enjeux et les débats soulevés lors de ce congrès, de résumer schématiquement ce qu'est le socialisme en décembre 1899 en France⁵. D'un point de vue « institutionnel », la mouvance socialiste s'organise en cinq tendances, que certains n'hésitent pas à qualifier de « sectes »... :

- la tendance dominante, à la période qui nous intéresse, est celle du Parti ouvrier français (POF), que l'on qualifie aussi de « guesdiste »⁶, pour bien montrer l'ascendance qu'exerce sur cette organisation la figure

1. M. Rebérioux, *Nouvelle histoire de la France contemporaine*, t. XI, *La République radicale ? 1898-1914*, Paris, Seuil (Points), 1975, p. 55.

2. *Histoire documentaire du Parti socialiste*, t. I, *L'entreprise socialiste, 1905-1920*, V. Chambarlhac, M. Dury, T. Hohl, J. Malois (dir.), Dijon, Éditions universitaires de Dijon, 2005, p. 24.

3. F. Pelloutier, *Le Congrès général du parti socialiste français, 3-8 décembre 1899*, Paris, P.-V. Stock, 1900.

4. C'est, à notre connaissance, la première fois, pour ce congrès, que ce gymnase héberge un « événement » d'importance. Par la suite, il accueillera régulièrement les congrès de la Confédération générale du travail (CGT) et sera utilisé par le régime de Vichy comme centre de rassemblement et d'internement des juifs lors des grandes rafles (le 20 août 1941, puis le 16 juillet 1942, dite « rafle du Vél' d'Hiv »). En août 1958, le préfet de police de l'époque, le célèbre Maurice Papon, s'en servira pour y rassembler des milliers d'Algériens à la suite, là encore, de « rafles ».

5. Pour de plus amples informations, nous renvoyons le lecteur, entre autres, à M. Rebérioux, *Nouvelle histoire de la France contemporaine*, t. XI; du même auteur, « Le socialisme français de 1871 à 1914 », in *Histoire générale du socialisme*, J. Droz (dir.), t. II, *De 1875 à 1918*, Paris, Presses universitaires de France (Quadrige), 1997, p. 172-188; et J. Touchard, *La gauche en France depuis 1900*, Paris, Seuil (Points), 1977, p. 53-64.

6. L'ouvrage de référence sur les guesdistes reste celui de C. Willard, *Les guesdistes: le mouvement socialiste en France (1893-1905)*, Paris, Éditions sociales, 1965.

tutélaire de Jules Guesde, vieux révolutionnaire, qui se réclame du marxisme (mais d'un marxisme que l'on peut qualifier de grossier, le réduisant à un économicisme et à un matérialisme), partisan d'une vision très dure de la lutte des classes. Ces positions vont trouver leur paroxysme lors de ce congrès, portées par Guesde évidemment, remarquable débateur, mais aussi par Paul Lafargue, gendre de Karl Marx (et auteur du célèbre *Le droit à la paresse*) et Alexandre Zévaès;

- la Fédération des travailleurs socialistes (FTS), ou encore les « broussistes »⁷ (du nom de leur leader, Paul Brousse) ou « possibilistes ». Elle revendique un « socialisme du possible », prônant ouvertement un réformisme et plaçant ses espoirs dans la conquête des institutions (*via* le suffrage universel), essentiellement municipales, revendiquant la transformation des monopoles économiques en services publics;
- le Parti ouvrier socialiste révolutionnaire (POSR), ou les « allemanistes », du nom de Jean Allemane, ancien communard et déporté. Ce courant, ouvertement antiparlementaire, fédéraliste et révolutionnaire, repose aussi sur un anti-intellectualisme et un ouvriérisme très prononcé. Cette tendance s'est séparée des « broussistes » en 1890, jugés trop réformistes, et est attirée par certains concepts partagés avec les anarcho-syndicalistes, plus particulièrement la grève générale;
- le Parti socialiste révolutionnaire (PSR), ou « blanquistes » (par référence à Auguste Blanqui, « l'Enfermé », mort en 1881), ou « vaillantistes », Édouard Vaillant, ancien communard, lui aussi, étant leur leader. Ce courant tente de faire la synthèse entre le marxisme et le socialisme républicain. Le PSR n'aura de cesse, finalement, de se rapprocher des positions des guesdistes, le congrès de Japy en est la parfaite illustration;
- la Confédération des socialistes indépendants, beaucoup moins structurée que les autres organisations. Elle tente de pratiquer l'art de la synthèse entre toutes les doctrines socialistes, et est surtout symbolisée par ses grandes figures, telles Benoît Malon, Alexandre Millerand et, évidemment, Jean Jaurès. Contrairement aux quatre autres « tendances », elle ne bénéficie pas d'une force véritable de militants, mais jouit néanmoins d'une grande influence grâce à certains organes de presse et à la tribune parlementaire offerte à ses leaders.

Le lecteur aura donc compris que l'on se trouve en face de cinq organisations, toutes extrêmement personnalisées, et qui n'ont que peu de fondements théoriques en commun, hormis le fait de se proclamer « socialistes ». Pourquoi décider de s'allier, de fonder un organe commun, alors

que les désaccords sont profonds et violents? Décider de créer un « parti », c'est s'entendre sur les fondements, les buts et les moyens, c'est se doter d'un programme. C'est en grande partie l'actualité qui va motiver cette démarche, bien plus que la véritable volonté de s'allier. Sans remonter trop loin, on peut y voir une volonté, exprimée de manière assez irrégulière et non unanime, à partir des années 1890.

À partir de 1893, le suffrage universel amène de nombreux députés socialistes à la Chambre. L'action législative et parlementaire rentre donc dans les mœurs socialistes, et avec elle une certaine conception du réformisme. Le groupe parlementaire qui se crée, rassemblant les députés se ralliant au socialisme (une cinquantaine), devient ainsi un organe essentiel préparant les « organisations » existantes et nombreuses à travailler de concert dans l'hémicycle. Vaillant, Jaurès, Guesde unissent leurs forces, tant bien que mal, au service de l'action parlementaire, le groupe disposant même, d'une manière officieuse, d'un journal, *La petite République*, dirigé à partir de mai 1897 par Gérault-Richard. Ce souci de l'efficacité dans la lutte électorale, et l'espoir que tout peut être possible grâce au suffrage universel, trouve sa traduction dans le fameux discours de Millerand, à Saint-Mandé, où l'appel à dépasser, voire à liquider, les querelles intestines entre « sectes » et leaders est justifié par une nécessaire discipline électorale, beaucoup plus claire pour les sympathisants socialistes.

Il ne faut pas nier l'influence, peut-être négative, de l'affaire Dreyfus sur la création d'un parti socialiste. Les fractures vont rester longtemps béantes. En effet, les guesdistes refusent de se lancer dans la bataille, prétextant que tout ceci n'est qu'une affaire au sein de la classe bourgeoise et que ce combat pour l'innocence de Dreyfus ne concerne pas les prolétaires, cette position étant majoritaire au sein des militants. Il est de l'honneur des allemanistes, les premiers, à prendre clairement position pour la justice, et, évidemment mais plus tard, de Jaurès de mettre tout son talent et sa conviction du côté des dreyfusards. Mais, dès 1898, les élections législatives, dont on ne sait si elles ont été ou non influencées par les débats autour de Dreyfus, marquent un coup d'arrêt dans la foi dans le parlementarisme. La défaite de Jaurès dans son fief de Carmaux et celle de Guesde à Roubaix, ajoutées au recul socialiste dans la capitale, font ainsi passer au second plan le désir d'unité.

Ce n'est qu'à partir du milieu de l'année 1898, sous l'impulsion de Jaurès⁸, qu'un nouveau mouvement vers l'unité se met en marche. Le 7 juin, devant 10 000 militants, il lance un appel à l'unité, demandant à toutes les organisations socialistes de se regrouper en une « unité organique suprême » (la salle vote à l'unanimité cette proposition). S'ensuit la création d'un comité de vigilance, puis d'un comité d'entente (janvier 1899) ou chacune

7. On peut renvoyer, pour leur étude, à un ouvrage récent : E. Jousse, *Les hommes révoltés. Les origines intellectuelles du réformisme en France (1871-1917)*, Paris, Fayard, 2017.

8. Voir G. Candar, « Jaurès et le parti, retour sur un itinéraire », *Cahiers Jaurès*, n° 187-188, 2008, p. 15-27.

des organisations est représentée et les accords entre elles doivent être conclus à l'unanimité (ce qui en limite, voire en exclut, la possibilité). C'est sur cette base qu'est convoqué un congrès général, qui aura donc lieu à Japy, en décembre 1899. Mais, entre-temps, dès le début de l'année, la montée du nationalisme semble représenter un danger pour la République et les socialistes, dans leur globalité, décident d'être solidaires du régime. Surtout, le 22 juin 1899, le socialiste Millerand fait son entrée dans le gouvernement de Waldeck-Rousseau (comme ministre du Commerce et de l'Industrie), prétextant à la fois venir au secours de la République en danger et, en même temps, permettre, tant que possible, une inflexion de la politique sociale du gouvernement républicain. Il s'agit d'une initiative individuelle, mais qui n'est pas sans déplaire à Jaurès et à ses proches, qui le soutiennent même. Les organisations socialistes s'affrontent alors très violemment sur la question du « ministérialisme », de la participation d'un socialiste à un gouvernement « bourgeois ». Les allemandistes y sont opposés par principe, puisqu'ils rejettent tout régime parlementaire qui est sensé corrompre les militants qui s'y fourvoieraient. L'opposition des guesdistes et des vaillantistes est beaucoup plus violente. Au-delà du fait que Millerand siège dans ce gouvernement au côté du général Gallifet, celui que les socialistes appellent « le massacreur de la Commune » pour son rôle pendant la Semaine sanglante, ils craignent aussi le succès de la démarche de Jaurès vers un parti unifié qui sonnerait la fin de leurs organisations. Ils prônent un retour à la lutte des classes entendue très restrictivement ; un socialiste n'a rien à faire dans un gouvernement bourgeois, où il ne servirait qu'à renforcer l'État oppresseur. C'est donc dans ce climat très tendu que vont se réunir les organisations socialistes, en vue de s'allier, ou du moins de tenter de le faire. Tâche dont on perçoit très vite qu'elle est extrêmement difficile, voire impossible. Seuls Jaurès et ses amis les « indépendants » semblent souhaiter sincèrement l'unité. Les autres donnent l'impression de venir au congrès pour régler des comptes, ou des questions de doctrine et de principe. Ce qui en soit n'est pas non plus totalement inutile lorsque l'on a la prétention de créer un nouveau parti politique.

Ce congrès a été finalement fort peu étudié par les spécialistes, la plupart se contentant de le qualifier de « houleux » ou d'« agité ». Au-delà des témoignages de participants⁹, tous peu objectifs de par leur appartenance à l'une ou l'autre des organisations, le chercheur a la chance de pouvoir profiter du compte rendu intégral des débats (ainsi que d'autres documents annexes)¹⁰, permettant de comprendre la complexité, la richesse et la violence de ceux-ci. La circulaire de convocation à ce congrès est déjà extrêmement révélatrice. Elle est envoyée par le comité d'entente, le 12 octobre 1899, et invite tous les groupes qui adhéreront à la définition du socialisme proposée à :

[...] entente et action internationale des travailleurs, organisation politique et économique du prolétariat en parti de classe pour la conquête du pouvoir et la socialisation des moyens de la production et d'échange, c'est-à-dire la transformation de la société capitaliste en une société collectiviste ou communiste¹¹.

Ce sont donc à peu près mille quatre cents délégués qui vont être envoyés par les cinq organisations, et par des fédérations départementales et coopératives refusant leur affiliation à l'une des cinq composantes « officielles ». Le capharnaüm va battre son plein pendant les six jours, épuisant les présidents de séance successifs, obligés de répartir la parole, de mettre fin aux invectives, de trancher entre les différents modes de discussion et de votes¹², entre mille quatre cents représentants qui ne demandent qu'à en découdre¹³.

L'ordre du jour de la convocation est tout aussi surprenant. Alors que la question essentielle semble être la question de l'unité et la création DU parti, la convocation fait état de trois points, dont le classement et le traitement feront eux aussi l'objet de violentes polémiques :

- la lutte des classes et la conquête des pouvoirs publics (le lecteur aura compris que sera posée ici la question du « ministérialisme » et les moyens de prise du pouvoir) ;
- l'attitude à prendre par le parti socialiste dans les conflits des diverses fractions bourgeoises (lutte contre l'antisémitisme, le nationalisme...)

9. F. Pelloutier, *Le Congrès général...* ; C. Rappoport, *Une vie révolutionnaire, 1883-1940*, H. Golberg, G. Haupt, M. Lagana (éd.), Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1991, p. 191-195 ; D. Halévy, *Essais sur le mouvement ouvrier en France*, Paris, Société nouvelle de librairie et d'édition, 1901, p. 235-246 ; J. Isaac, *Expériences de ma vie*. Péguy, Paris, Calmann-Lévy, 1959, p. 200-208 ; C. Péguy, « La préparation du congrès socialiste national », *Cahiers de la quinzaine*, 1^{re} série, 2^e cahier, 20 janvier 1900, in *Œuvres en prose complètes*, R. Burac (éd.), Paris, Gallimard (Bibliothèque de la Pléiade), 1987, t. I, p. 339-352.

10. *Congrès général des organisations socialistes françaises tenu à Paris du 3 au 8 décembre 1899. Compte rendu sténographique officiel*, Paris, Société nouvelle de librairie et d'édition, 1900. Nous ne renverrons pas systématiquement, pour ne pas alourdir l'appareil critique, aux pages de cet ouvrage, d'où seront tirées toutes les références aux débats.

11. *Ibid.*, p. VI.

12. La lecture du compte rendu est à ce point édifiante sur toutes les questions de procédures évoquées – donnant un côté surréaliste aux débats – qui sont néanmoins essentielles (aux yeux des juristes évidemment) mais qui ont aussi des incidences concrètes sur les résultats des votes (nous laissons ici de côté les grands moments de vérification des mandats des représentants, qui mobilisent pendant plusieurs jours une commission *ad hoc*... Bureaucratie quand tu nous tiens... Et preuve de la confiance qui règne entre les différentes organisations...).

13. La description que donne Pelloutier du premier jour de séance est révélatrice de l'ambiance : « dans cette salle nue et froide [...] s'entassaient sept ou huit cents personnes, ivres de chants révolutionnaires. Les guesdistes se placent à gauche, comme pour personifier l'intransigeance et l'irréductibilité socialiste ; au centre les blanquistes, disciples infidèles de l'Enfermé ; à droite la masse des hommes qui composent avec l'ordre capitaliste et pour qui l'obtention d'un arbitrage ministériel est une victoire sociale. Les attitudes, les regards, les gestes, les paroles : tout révèle la haine » (F. Pelloutier, *Le Congrès général...*, p. 11).

- l'unité socialiste, ses conditions théoriques et pratiques (direction et contrôle par le parti des divers éléments d'action, de propagande et d'organisation).

Il n'est pas besoin d'être expert pour comprendre que les guesdistes, avec les blanquistes, veulent en découdre principalement avec Jaurès sur le cas « Millerand » et que, pour eux, la question du parti est secondaire. Se jouera donc un jeu de dupes, entre personnages qui veulent céder le moins possible de leurs positions, ceux qui souhaitent camper sur une posture « révolutionnaire » et qui, au fond d'eux, ne souhaitent guère l'avènement d'un parti socialiste, et les « indépendants », Jaurès en tête, qui semblent minoritaires et qui devront faire des concessions pour essayer de sauver le minimum de leurs revendications. C'est ainsi que, pour arriver dans des conditions satisfaisantes au troisième point de l'ordre du jour, c'est-à-dire finalement la naissance du « parti », une des grandes originalités du socialisme français va naître sous nos yeux, la fameuse « synthèse ». Nous proposons donc une lecture chronologique des débats, seul procédé, selon nous, permettant de montrer les tactiques à l'œuvre pour arriver à ce qui devait être le point d'orgue de ce congrès, la création du parti socialiste. Tout l'intérêt (et le drame) va être de construire une synthèse (exercice tant pratiqué tout au long de l'histoire de ce qui sera la SFIO puis le Parti socialiste après le congrès d'Épinay) quitte à ce que cet exercice dise tout et son contraire, afin de satisfaire tous les belligérants (I). Mais, à bien regarder les résolutions de ce congrès, il y a fort à parier que cette synthèse est lourde de dangers pour le parti (II).

I. L'unité socialiste et l'art de l'impossible synthèse (ou comment concilier l'inconciliable)

Dans un congrès regroupant autant de participants, outre la difficulté d'assurer la police des débats, il est essentiel que certains s'attellent concrètement à la rédaction de propositions, sur lesquelles l'assemblée sera amenée à voter. Il est ainsi décidé de mettre en place une commission de résolution... non sans mal. La commission est composée au bout du troisième jour du congrès, après de multiples débats, portant évidemment sur sa composition, l'enjeu de la représentation des organisations étant ici capital¹⁴. Il est finalement adopté à l'unanimité que chaque organisation y sera représentée par un nombre minimum de trois délégués, et que chacune aura, en outre, un délégué supplémentaire par cinquante mandats... c'est faire la

part belle aux guesdistes, ceux-ci disposant du plus grand nombre de représentants dans ce congrès. On assiste donc à un spectacle assez curieux, où l'assemblée plénière débat des points à l'ordre du jour, dans une ambiance électrique, pendant que la commission de résolution travaille de son côté, et viendra présenter, au fur et à mesure, ses propositions sur les trois points de discussion afin de les faire valider par le congrès.

Nous avons déjà insisté sur la difficulté à établir une priorité dans l'ordre du jour et les discussions sur les trois points. Dès le premier jour et la première séance, les guesdistes vont imposer leurs *desiderata*, soutenus par le PSR. C'est Zévaès qui résume le mieux, d'entrée, les enjeux ; la première question, celle du « ministérialisme » est une question de doctrine, en ce sens où il est nécessaire de prendre position sur ce qu'est la lutte des classes pour les socialistes et quelle est leur conception de la conquête du pouvoir. C'est un préalable indépassable, afin de savoir si ceux qui veulent former un parti sont bien d'accord sur ce que doit être la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière. Ce n'est que dans un second temps que l'on pourra discuter de l'attitude des socialistes dans les conflits bourgeois. Et, à la fin, la question de l'unité et du parti arrivera donc comme le couronnement des deux premières questions¹⁵. Attitude totalement « politique », afin de mettre Jaurès en difficulté, mais attitude qui, malgré tout, est évidente théoriquement ; faire un parti oui, mais pour quoi faire ? Le débat sur le cas « Millerand » devrait permettre de répondre à la question. C'est ici que se joue le congrès et l'avenir du parti...

Devant le congrès, c'est Jaurès qui intervient comme premier orateur sur cette question de la participation socialiste à un « gouvernement bourgeois ». Cette question est, selon lui et à juste titre, cruciale car elle permettra de savoir ce que sera le parti ; sa position est classique : il refuse d'opposer la réforme à la révolution. Le prolétariat, par l'intermédiaire du parti, peut et doit s'investir dans la République, œuvrant pour la changer de l'intérieur : les réformes d'aujourd'hui préparent la révolution de demain. La présence d'un socialiste dans un gouvernement permet de fortifier l'action de classe du prolétariat organisé. Mais c'est le parti, et lui seul, qui autorisera un militant à accepter un mandat ministériel, ce dernier devant rendre compte devant l'institution¹⁶.

Les réactions ne se font pas attendre. Ebers (PSR) considère qu'un ministre socialiste ne sera qu'une caution visant à renforcer le gouvernement bourgeois¹⁷. Pour Vaillant (PSR), le parti socialiste serait alors, non plus un parti de révolution mais un parti de compromission, un parti semi-bourgeois, si ce n'est bourgeois tout à fait.

14. Cette commission compte cinquante-huit membres : le POF y dispose de seize représentants (dont Guesde, Lafargue et Zévaès), la Confédération des socialistes indépendants de huit (dont Jaurès, Briand et Lagardelle), le PSR de neuf (dont Vaillant et Dubreuilh), la FTS de cinq, le POSR de six. À ces représentants des organisations « officielles », il faut ajouter les représentants de syndicats (six), des fédérations départementales qui ont refusé de s'aligner sur une des « organisations » (cinq) et les représentants des coopératives de production (trois, dont Ponard, représentant la coopérative La fraternelle des pipiers de Saint-Claude).

15. A. Zévaès, in *Congrès général des organisations socialistes françaises...*, p. 15.

16. J. Jaurès, in *Congrès général des organisations socialistes françaises...*, p. 54-63.

17. Ebers, in *Congrès général des organisations socialistes françaises...*, p. 63-64.

Si le parti maintient le régime actuel en le soutenant, il devient un parti contre-révolutionnaire¹⁸. Lafargue (POF) convoque à la rescousse les références historiques que sont Louis Blanc et l'ouvrier Albert, appelés par le gouvernement provisoire en 1848 pour mieux endormir le socialisme et préparer les journées de juin¹⁹. Les insultes fusent entre indépendants, membres du POF et ceux du POSR. La troisième journée du congrès reprend sur le même thème et sur le même ton, montrant bien que les positions semblent irréductibles. Les membres du POSR, les « allemanistes », viennent au secours de la position de Jaurès. Gelez affirme la nécessité de la collaboration lorsque la République est en danger (en faisant allusion à l'affaire Dreyfus)²⁰, et c'est Allemane lui-même qui prend la parole, dans le plus grand silence qu'impose sa personne. Il refuse de parler du cas particulier de Millerand et de s'arrêter à une personnalité et se permet de citer Marx; le prolétariat peut-il s'intéresser à une lutte où s'engage la bourgeoisie ?

[...] le devoir du prolétariat, en toute circonstance, lorsqu'une partie de la bourgeoisie est engagée, s'il y a un intérêt pour le prolétariat, le devoir des militants est de se donner à cette lutte. [...]. Il n'est pas besoin de nous agiter sur ceci et cela, nous savons bien que quand on fait de la politique, on fait des concessions; il n'y en a pas un parmi nous qui puisse dire le contraire [...] les paroles s'envolent, vous savez qu'il y a des écrits qui restent; c'est avec nos écrits que l'on nous jugera²¹.

Et de conclure par un appel à la réconciliation entre tous. Guesde, en fin politique, repousse depuis les premiers instants du débat son intervention publique, souhaitant à tout prix intervenir en dernier sur cette question. Sentant que le discours d'Allemane en a fait vaciller quelques-uns, il argue de son épuisement pour refuser de monter à la tribune et n'y revient qu'après une suspension de séance, trois heures après.

Sa réplique sera cinglante, réaffirmant son opposition absolue et brutale à la « participation » : « Là où on ne pénètre que par le consentement, sur l'invitation, et par conséquent dans l'intérêt de la classe capitaliste, le socialisme ne saurait entrer »²². Ses formules font mouche : « il ne faut pas confondre la lutte de classe avec la chasse au portefeuille »²³. Il reprend les arguments de Lafargue, consistant à penser que, si les bourgeois font appel dans certaines circonstances aux socialistes, c'est pour mieux les endormir et les berner. Et pire encore, « l'introduction d'un socialiste impuissant dans un gouvernement capitaliste, en provoquant des

espérances irréalisables, prépare la faillite du socialisme »²⁴. Le débat se termine à une heure du matin. Le lendemain, quatrième jour du congrès, on décide à l'ouverture de la séance la clôture de la discussion sur ce premier point et on constitue la commission de résolution, qui sera donc chargée de proposer à l'assemblée générale un texte. Après des débats d'une telle violence, où les insultes, voire les coups ont fusé, on se demande bien ce qui pourra en sortir.

En attendant le texte de la commission, on aborde le deuxième point sur les voies et les moyens pour la conquête du pouvoir (action politique, électorale et révolutionnaire, action économique, grève générale, boycottage). Les invectives reprennent quant aux prises de parole des groupes sur ce sujet (quarante-neuf orateurs inscrits sur cette question !). Aristide Briand fait une intervention remarquée sur la grève générale, en montrant tous les avantages, pour le prolétariat²⁵, soutenu par le POSR. Les guesdistes, par l'intermédiaire de Delory²⁶, s'y opposent fermement, tant que le parti socialiste n'est pas véritablement organisé (ne se rendant pas compte qu'en évoquant cette impossibilité il amène de l'eau au moulin de ceux qui souhaitent fortement l'unité socialiste). Il reprend les affirmations de Vaillant, pour lequel, même si le parti est constitué, il ne saurait prétendre représenter toute la classe ouvrière. Si ce parti, un jour où l'autre, par quelque moyen que ce soit, est appelé à prendre le pouvoir, « il faudra que la partie consciente de la classe ouvrière impose la dictature du prolétariat »²⁷. Ponard, proudhonien, représentant des pipiers de Saint-Claude, lui avait répondu la veille :

[...] j'entendais notre ami vénéré, le citoyen Vaillant, prononcer un mot qui nous inquiète : le lendemain de la révolution, disait-il, la période révolutionnaire doit être la dictature impersonnelle. Eh bien je vous assure, citoyens, que, franc-comtois et jurassiens, nous n'envisageons pas d'un bon œil toute dictature, quelle qu'elle soit. À la place de l'État, nous désirons voir constituer la fédération des communes et la fédération des provinces; c'est dans notre tempérament : nous dérivons de la Suisse²⁸.

On voit donc déjà à l'œuvre deux conceptions opposées du socialisme, qui amèneront le mouvement français à l'explosion du congrès de Tours de 1920, conduisant à la scission du Parti communiste français d'avec la SFIO.

C'est six heures après l'ouverture de la séance qu'arrive le texte de la commission de résolution, sur le premier point à l'ordre du jour. À la question « Le principe de la lutte des classes permet-il la participation du parti socialiste à un gouvernement bourgeois ? », la commission, par vingt-neuf

18. É. Vaillant, in *Congrès général des organisations socialistes françaises...*, p. 88-95.

19. P. Lafargue, in *Congrès général des organisations socialistes françaises...*, p. 111-115.

20. Gelez, in *Congrès général des organisations socialistes françaises...*, p. 160.

21. J. Allemane, in *Congrès général des organisations socialistes françaises...*, p. 166-167.

22. J. Guesde, in *Congrès général des organisations socialistes françaises...*, p. 176.

23. *Ibid.*, p. 177.

24. *Ibid.*, p. 187.

25. A. Briand, in *Congrès général des organisations socialistes françaises...*, p. 236-241.

26. G. Delory, in *Congrès général des organisations socialistes françaises...*, p. 246-250.

27. *Ibid.*, p. 249.

28. H. Ponard, in *Congrès général des organisations socialistes françaises...*, p. 197-198.

voix contre vingt-huit et un absent, répond « non ». La défaite est donc cruelle pour Jaurès et ses amis. La fracture est bien là... Le président de la commission, Delesalle, guesdiste, reprend la parole pour préciser que

[...] devant cette division dont la démonstration n'avait déjà été que trop éclatante dans la discussion du congrès, la commission a pensé qu'elle devait à l'intérêt du prolétariat de faire un effort pour que, par la décision qui interviendra, le fossé qui existe entre nos diverses organisations ne soit pas encore approfondi²⁹.

Il propose donc une formule de conciliation, qui aurait été validée par l'unanimité du POF à la commission, qui prévoit que :

[...] tout en admettant que des circonstances exceptionnelles peuvent se produire dans lesquelles le parti aurait à examiner la question d'une participation socialiste à un gouvernement bourgeois, le congrès socialiste déclare que, dans l'état actuel de la société capitaliste et du socialisme, tant en France qu'à l'étranger, toutes les forces du parti doivent tendre à la conquête, dans la commune, le département et l'État, des seules fonctions électives, étant donné que ces positions dépendent du prolétariat organisé en parti de classe qui, en s'y installant avec ses propres forces, commence légalement et pacifiquement l'expropriation politique de la classe capitaliste, qu'il aura à terminer en révolution³⁰.

Il précise que, devant la commission, cette proposition a obtenu quarante-neuf voix contre sept (la plupart des voix du PSR, blanquistes et vaillantistes) et, de manière fort habile, souligne que cette formulation, en laissant le soin au parti de définir ce que seront les circonstances exceptionnelles permettant la participation à un gouvernement bourgeois, constitue un engagement très fort de constituer ce dit parti socialiste. Dès lors, la question de l'unité et du parti, objet du troisième point de l'ordre du jour, serait implicitement réglée.

Les vaillantistes, par l'intermédiaire de Landrin, s'opposent, comme en commission, à cette formule, de par son ambiguïté et la possibilité exceptionnelle offerte au « ministérialisme ». Ils demandent l'interdiction absolue faite à tout socialiste d'accepter un poste ministériel. Constans (POF) souligne que l'immense majorité du POF accepte la proposition de Landrin³¹. S'ensuit un énorme tumulte car se trouve ainsi remis en question l'accord à la commission. Jaurès sort de ses gonds, interpelle violemment Guesde : « c'est une trahison !! [...] vous êtes sourd à l'honneur ! [...] vous êtes déshonoré ! [...] vous avez manqué à vos promesses [...] c'est une félonie »³²... Il invoque un engagement du POF à la commission de ne voter aucun autre texte que ceux qui ont fait l'objet d'un accord dans cette instance. Si les guesdistes votent la proposition des vaillantistes, c'est effectivement une

remise en cause des accords. La tribune est envahie, les coups pleuvent... Guesde et ses amis se rendent compte que le double jeu qu'ils essaient de jouer se retourne contre eux et font machine arrière. Finalement, à la première question posée par la commission (la lutte des classes permet-elle l'entrée d'un socialiste dans un gouvernement bourgeois ?), le congrès répond « non » par 818 voix contre 634. À la proposition transactionnelle de la commission, le congrès vote pour avec 1140 voix contre 240.

Ainsi, le premier point du congrès, relatif à la lutte des classes et à la conquête des pouvoirs publics, est adopté. Mais à quel prix ? Il n'y a qu'à lire attentivement les deux résolutions votées pour s'apercevoir que, sous prétexte de satisfaire tout le monde, le bloc « Guesde / Vaillant » et le bloc « Jaurès », elles sont finalement totalement contradictoires. La première, approuvée par 818 voix contre 634, interdit l'entrée d'un socialiste dans un gouvernement bourgeois. La seconde, approuvée par 1140 contre 240, affirme le contraire en prévoyant des exceptions. On voit ici le poids (déjà dans un parti socialiste) des « tendances », et des accords entre elles. Les « circonstances exceptionnelles » permettant la participation devront être définies par le parti (cela donnera sûrement lieu encore à de belles batailles), dans un avenir non défini. Pour le présent, les socialistes doivent se consacrer à la conquête, *via* le suffrage universel, des « seules fonctions électives » (pour bien montrer sûrement que le mandat ministériel n'est en aucun cas une priorité), en faisant de cette conquête pacifique des pouvoirs publics un préalable à la révolution et à la dépossession de la classe capitaliste. Dès lors, la fameuse synthèse entre réforme et révolution est ainsi, une fois de plus trouvée, pour le plus grand bonheur de Jaurès, alors que celui-ci a violemment perdu sur la question du « ministérialisme ». Ainsi, chacun y trouve son compte, étant persuadé qu'il a remporté la bataille. *In fine*, on peut quand même estimer que, sur le premier point de l'ordre du jour, ce sont les guesdistes qui remportent la mise. Jaurès, quant à lui, voit plus loin et estime que cette défaite ponctuelle va lui permettre d'avancer plus avant sur la création même du parti, qui n'est, aux yeux des guesdistes, qu'une question secondaire. Et l'on peut avancer l'hypothèse toute personnelle que Jaurès, finalement aveuglé par la question DU parti, lâchera du lest sur les questions à l'ordre du jour, ce dont les guesdistes vont profiter.

La cinquième journée du congrès (7 décembre) débute par la présidence de Marcel Sembat (proche alors des vaillantistes) qui ouvre la séance par cette phrase ô combien éclairante :

[...] s'il y a un désir unanime, camarades, c'est que maintenant que nous avons franchi le passage dangereux, maintenant que le fossé est dépassé, ce congrès se termine par une affirmation solennelle de concorde et de paix socialiste³³.

29. P. Delesalle, in *Congrès général des organisations socialistes françaises...*, p. 263.

30. *Ibid.*

31. P. Constans, in *Congrès général des organisations socialistes françaises...*, p. 270.

32. J. Jaurès, in *Congrès général des organisations socialistes françaises...*, p. 276.

33. M. Sembat, in *Congrès général des organisations socialistes françaises...*, p. 289-290.

Voilà, la question la plus dangereuse a été tranchée, le reste ne devrait plus poser de problèmes... d'autant plus que vu la longueur des débats sur ce premier point, il ne reste plus qu'une journée pour traiter les deux derniers ! C'est sûrement cette hâte d'en finir et de communier le plus rapidement possible dans l'unité qui va conduire le congrès à adopter des mesures surprenantes, et liberticides.

II. L'unité socialiste et la synthèse liberticide

Selon le même procédé que pour le premier point, l'assemblée générale débat pendant que la commission de proposition tente d'élaborer des compromis soumis ensuite à l'approbation du congrès. Le deuxième point est ainsi totalement expédié par l'assemblée et par la commission. Rappelons que celui-ci évoquait « l'attitude à prendre par le parti socialiste dans les conflits des diverses fractions bourgeoises. Lutte contre le militarisme, le cléricisme, l'antisémitisme, le nationalisme ». Personne n'a envie de remettre en cause le très fragile « équilibre » né sur le premier point, et personne ne souhaite raviver le souvenir peu glorieux pour certains de la non-participation à l'affaire Dreyfus. Dès lors, la proposition de la commission de résolution est adoptée à l'unanimité, résolution qui brille par son laconisme : « Le congrès flétrit les nationalistes et les antisémites et met les travailleurs en garde contre toutes les forces de la réaction ».

La troisième question « de l'unité socialiste ; ses conditions théoriques et pratiques. Direction et contrôle par le parti des divers éléments d'action, de propagande et d'organisation » va d'entrée être biaisée. Et, ce sont (évidemment ?) les guesdistes qui portent le fer, là où on ne les attendait peut-être pas, emmenant avec eux la totalité du congrès. C'est tout d'abord Delory qui s'insurge « contre les journaux dirigés par les membres du congrès qui depuis dimanche n'ont pas cessé, tout en parlant d'union, de semer la division et la haine entre les grandes organisations »³⁴. C'est surtout *La petite République* de Gérault-Richard qui est visée, en ayant rapporté publiquement les propos de Jaurès démontrant la tentative de double jeu du POF et accusant Guesde de félonie. Dès lors, les membres du POF, dans une manœuvre bien huilée, vont monter au feu pour réclamer (et obtenir) un contrôle du parti sur la presse. Et c'est, une fois de plus, Guesde qui mettra la touche finale :

Au premier rang de l'unité socialiste à réaliser, il y a la presse socialiste, qui doit être placée sous le contrôle des organisations fédérées. Cela, ce n'est pas un rêve d'unité,

c'est un fait, un premier fait d'unité qui ne dépend que de nous et qui s'impose. Il ne saurait y avoir de presse socialiste indépendante le jour où il existe une représentation centrale du parti. [...] Après une pareille décision³⁵, serait-il admissible que, sous couvert d'indépendance, la presse qui se réclame du socialisme pût continuer demain sa campagne ministérielle ? La presse socialiste, placée directement sous le contrôle de l'organisation centrale qui sortira de vos délibérations, aura à se soumettre à la décision intervenue. [...] *L'indépendance de la presse doit finir là où commence l'organisation centrale du socialisme français*³⁶.

Non, nous ne rêvons pas... Comme le dit si bien Péguy, depuis ce congrès,

[...] je suis détraqué ; je me promène en sabots, par ce grand froid, dans mon jardin, et je me dis comme une bête : ils ont supprimé la liberté de la presse ! Ils ont supprimé la liberté de la tribune³⁷ !

Ce qui est proprement incroyable, c'est qu'aucune voix ne s'élève contre cette revendication, pas même celle de Jaurès. Est-il prêt à tout pour arriver à l'Unité ? Même Allemane ne s'y oppose pas. Il est à proprement parler incroyable que le premier acte de naissance du parti socialiste soit de mettre sous contrôle la presse. Comme le proclame Morel,

[...] il est des forces politiques et économiques qui doivent être demain, au sortir de ce congrès, mises en notre possession : c'est la force de la plume, la force de la pensée, qui a comme moyen de transmission la presse. Or, la presse doit être entre les mains du parti socialiste tout entier³⁸.

D'une position toute personnelle liée à la situation de Guesde et à son conflit avec Jaurès, on en arrive à une position de principe où les journaux socialistes (est visée, on l'a vu, *La petite République*, très proche de Jaurès) seront mis sous le joug d'un futur organe central d'un futur parti (dont on ne sait encore quelle organisation y sera majoritaire). Mais, à écouter Guesde, cela semble être la condition première, ou du moins le premier moyen d'action, du parti socialiste.

Cette cinquième journée, toujours dans l'attente de la proposition de la commission de résolution, porte sur les conditions de présentation des candidats socialistes aux élections. Certains proposent une unité de candidature³⁹, ce qui semble évidemment nécessaire, sauf à ce que les forces socialistes se dispersent au premier tour si chaque organisation y présente un candidat. Lagardelle (proche de Jaurès) réclame l'unité d'action⁴⁰. Mais, très vite, les vieux réflexes reviennent. Ainsi de Dubreuilh (PSR) qui, lui aussi, souhaite l'unité, mais

34. Delory, in *Congrès général des organisations socialistes françaises...*, p. 293.

35. Sous-entendu le refus du « ministérialisme ». On sait que la position du congrès est beaucoup plus ambiguë que cela.

36. J. Guesde, in *Congrès général des organisations socialistes françaises...*, p. 313-315 (nous soulignons).

37. C. Péguy, « La préparation du congrès... », p. 347.

38. Morel, in *Congrès général des organisations socialistes françaises...*, p. 337.

39. Martinet (FTS), in *Congrès général des organisations socialistes françaises...*, p. 299.

40. H. Lagardelle, in *Congrès général des organisations socialistes françaises...*, p. 316.

[...] à une condition toutefois, c'est qu'on ne tente pas de briser les organisations, principales forces agissantes et conscientes du prolétariat. Les organisations, que ce soient les allemanistes, les guesdistes ou les blanquistes, ont fait la France ouvrière, la France socialiste⁴¹.

(on remarquera que les indépendants et la FTS sont « oubliés »).

La thèse du maintien des organisations dans le nouveau parti est très largement majoritaire, et, pour cause, celles-ci étant très largement majoritaires au congrès. Les seules voix discordantes sont celles des fédérations départementales et autonomes qui sont, selon nous, les seules lucides quant à la construction d'un vrai parti socialiste :

L'unité socialiste [...] c'est la disparition des écoles. [...] Le monde socialiste vous demande de renoncer vous-mêmes aux écoles dans lesquelles vous êtes. [...] Vive l'unité absolue du parti socialiste et à bas les autres partis⁴².

Pour autant, la proposition suivante a été adoptée à l'unanimité par le congrès⁴³, ce qui laisse pantois :

*Le parti socialiste est fondé*⁴⁴ sur les bases des principes inscrits dans les formules de convocation au congrès. Il se compose :

- 1) des cinq organisations nationalement constituées ;
- 2) des fédérations régionales et départementales autonomes ;
- 3) des groupes qui demanderont leur inscription au parti ;
- 4) des syndicats ouvriers qui adhéreront explicitement à la formule du principe socialiste qui a servi de base à la convocation du premier congrès général du parti ;
- 5) des coopératives qui adhèrent à ces principes.

Le parti se réunira tous les ans en congrès général. Un comité général est constitué, composé de délégués représentant chacune des organisations (proportionnellement au nombre de leurs mandats au congrès). Les fédérations autonomes seront représentées à part (et de manière assez défavorable). Le seul point positif pour l'unité souhaitée est que les décisions de ce comité général seront prises à la majorité des voix (alors que l'organe antérieur, le comité d'entente, ne pouvait statuer qu'à l'unanimité).

Le meilleur est à venir, concernant le « contrôle de la presse » ; tous les journaux qui se réclament du socialisme ont des obligations définies :

[...] la liberté de discussion est entière pour toutes les questions de doctrine et de méthode. Mais, pour l'action, les journaux devront se conformer strictement aux décisions du congrès interprétées par le Comité général. De plus les journaux s'abstiendront de toute polémique et de toute communication de nature à blesser une des organisations.

Si le comité général estime que tel journal viole les décisions du parti et cause un préjudice au prolétariat, il appellera devant lui les rédacteurs responsables (il pourra leur signifier un avertissement public, un blâme ou l'exclusion du parti, voire la mise en interdit du journal lui-même !).

Le contrôle des élus démontre bien, lui aussi, dans quel état d'esprit se fait l'unité. Il sera composé à la Chambre des députés d'un groupe parlementaire (qui existe déjà !), placé sous le contrôle du comité général, qui aura pour mission de rappeler aux élus les décisions du congrès et de les « amener autant que possible à l'unité de vote » (traduction : les organisations pourront toujours donner des consignes de vote à leurs élus, et ainsi ne pas voter de la même manière lors de certains scrutins !). Pour les élections, quelles qu'elles soient, le comité général ne devra jamais donner d'investiture quelconque à un candidat. S'il y a conflit au deuxième tour, il sera naturellement arbitre (traduction : les organisations pourront chacune présenter des candidats et entrer en concurrence entre elles. Il n'y a même pas de consigne ou d'obligation de désistement entre elles entre les deux tours de scrutin).

Il est tout de même saisissant que cette proposition ait été validée à l'unanimité par le congrès... L'illusion d'une unification du parti a fait le reste. La fin de ce congrès semble, aujourd'hui, totalement irréaliste. Un représentant des cinq organisations, des fédérations départementales et autonomes, des syndicats représentés au congrès, des coopératives vient confirmer l'adhésion unanime de son propre mouvement à la résolution finale. Le bouquet final est constitué par les déclarations des directeurs de journaux, venus remercier qu'on leur mette la corde au cou. Gérault-Richard, directeur de *La petite République*, vient « déclarer au congrès que son unique objectif sera de répandre et de faire observer les décisions du congrès »⁴⁵. *Idem* pour Élie May (*La chronique municipale socialiste*)⁴⁶ et pour René Viviani pour *La lanterne*.

Le parti socialiste est donc fondé, comme le proclame la résolution du congrès. Mais à quel prix ? Une synthèse improbable voire impossible sur le rôle du parti dans la société bourgeoise (à travers la question de la participation ministérielle), un débat tronqué voire absent sur la position à tenir face au nationalisme, au militarisme et à l'antisémitisme, un parti qui conserve les organisations qui peuvent toujours continuer de fonctionner en quasi-totale autonomie, tout en contrôlant totalement la presse. Mais tout se termine, pour la première fois à en croire les historiens, par une *Internationale* reprise en cœur par tous les participants. *Happy end*.

41. L. Dubreuilh, in *Congrès général des organisations socialistes françaises...*, p. 322.

42. G. Poulain, in *Congrès général des organisations socialistes françaises...*, p. 349, 352, 354.

43. Les résolutions du congrès sont publiées en annexe du compte rendu des débats : *Congrès général des organisations socialistes françaises...*, p. 409 sq.

44. Nous soulignons.

45. Gérault-Richard, in *Congrès général des organisations socialistes françaises...*, p. 405.

46. É. May, in *Congrès général des organisations socialistes françaises...*, p. 405. Il va même jusqu'à préciser que son journal « sera aux ordres et sous le contrôle du parti ».

Quand cela commence aussi mal, il n'est pas étonnant que cela finisse tout aussi mal. Lors du deuxième congrès, se tenant les 28-30 septembre 1900 à la salle Wagram, les guesdistes quittent la salle, au motif qu'un des leurs aurait été frappé. Au troisième congrès (Lyon, 26-28 mai 1901), ce sont les blanquistes et vaillantistes qui font scission. Ils formeront avec les guesdistes le Parti socialiste de

France. De leur côté, les indépendants, les broussistes et les allemanistes créeront le Parti socialiste français. Dans l'attente de la réunion en 1905 sous la bannière de la SFIO... Japy restera donc le symbole d'une unité qui n'était pas voulue par tous, qui n'était fondée que sur des compromis voire des malentendus. Moins d'une année et demie après, il n'en reste rien.